



*Groupe régional de travail sur les  
Programmes DDR et la Gestion post-conflit  
en Afrique de l'Ouest*

Atelier de mise en place organisé par le  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

Abidjan (Côte d'Ivoire), 30 mai au 1er juin 2006

**Tome 1 ♦ Rapport Final**

SAH/D(2006)564

Décembre 2006

Le Seine Saint-Germain  
4, Boulevard des Iles  
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX  
Tél. : +33 (0) 1 45 24 89 87  
Fax : +33 (0) 1 45 24 90 31  
<http://www.oecd.org/sah>

Adresse postale :  
2 rue André-Pascal  
75775 Paris Cedex 16



## **Atelier**

*« Groupe régional de travail sur les Programmes DDR et la Gestion Post-conflit  
en Afrique de l'Ouest »*

### **Volume 1 ♦ Rapport Final**

préparé par

**l'Unité Gouvernance, Dynamiques des Conflits, Paix et Sécurité  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE**

**Chef d'Unité, M. Massaër Diallo,  
[Massaer.diallo@oecd.org](mailto:Massaer.diallo@oecd.org)**

**Chargée de programme, Mme Gwénola Possémé-Rageau,  
[Gwenola.posseme-rageau@oecd.org](mailto:Gwenola.posseme-rageau@oecd.org)**

**Chargée de la coordination logistique, Mme Jamila Yahy,  
[Jamila.yahi@oecd.org](mailto:Jamila.yahi@oecd.org)**

**Stagiaire, Mlle Bintou Ba,  
[SAH-Consultant1@oecd.org](mailto:SAH-Consultant1@oecd.org)**



## Table des matières

<b>ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES</b> .....	<b>6</b>
<b>I- CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA RÉUNION</b> .....	<b>7</b>
1.1 DDR ET GESTION POST-CONFLIT .....	7
1.2 OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	9
1.3 ORGANISATION DES TRAVAUX .....	9
1.4 QUESTIONS CLEFS.....	10
<b>II - DÉROULEMENT DES TRAVAUX</b> .....	<b>11</b>
2.1 CÉRÉMONIE D'OUVERTURE.....	11
2.2 INTRODUCTION SUR L'APPROCHE RÉGIONALE .....	15
2.2.1 <i>Le défi de la contextualisation du DDR en Afrique de l'Ouest</i> .....	15
2.2.2 <i>Nécessité et enjeux d'une approche régionale du DDR en Afrique de l'Ouest</i> .....	16
2.3 ETAT DES LIEUX DU DDR EN AFRIQUE DE L'OUEST .....	19
2.3.1 <i>DDR achevés</i> .....	19
2.3.2 <i>DDR en parachèvement</i> .....	20
2.3.3 <i>DDR en démarrage</i> .....	21
2.4 LEÇONS APPRISSES ET APPROCHE RÉGIONALE DES PROGRAMMES DE DÉSARMEMENT, DÉMobilISATION, RÉINsERTION .....	23
<b>III- CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES DE TRAVAIL</b> .....	<b>27</b>
3.1 SYNTHÈSE DES TRAVAUX .....	27
3.2 PERSPECTIVES DE TRAVAIL : DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS.....	28
3.2.1 <i>Mise en place du Groupe régional de travail sur le DDR et le post-conflit en Afrique de l'Ouest</i> .....	28
3.2.2 <i>Mise en place d'une base de données</i> .....	29
3.2.3 <i>Au niveau juridique : Promouvoir l'Etat de droit, la justice et l'équité</i> .....	29
3.2.4 <i>Au niveau structurel</i> .....	29
3.2.5 <i>Au niveau opérationnel</i> .....	29
3.2.6 <i>En matière de financement</i> .....	29
3.2.7 <i>En appui à l'approche régionale</i> .....	30
3.2.8 <i>Réaliser une synergie des acteurs et des pays environnants</i> .....	30
3.3 RECOMMANDATIONS DE LA COORDINATION DES JEUNES.....	30
3.4 AUTRES RECOMMANDATIONS PRÉSENTÉES PAR PAYS .....	32
3.5 CÉRÉMONIE DE CLÔTURE .....	35
<b>ANNEXES</b> .....	<b>37</b>
<b>MOTIONS DE REMERCIEMENTS</b> .....	<b>39</b>
<b>ORDRE DU JOUR- DÉROULEMENT DES SESSIONS</b> .....	<b>40</b>
<b>LISTE DES PARTICIPANTS</b> .....	<b>45</b>

## Abréviations et acronymes

---

AGR	Activité génératrice de revenus
ANRAC	Agence nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CSAO	Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest/OCDE
DDR	Désarmement, Démobilisation, Réintégration des ex-combattants
DDRR	Désarmement, Démobilisation, Réhabilitation et Réinsertion
FIGEAO	Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène en Afrique de l’Ouest
GRT	Groupe régional de travail sur les Programmes DDR et la Gestion post-conflit en Afrique de l’Ouest
MFDC	Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance
MONUSIL	Mission de l’Organisation des Nations Unies en Sierra Leone
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l’Afrique
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFEP	Organisation des Femmes d’Eburnie pour la Paix
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d’Ivoire
PNDDR/RC	Programme national de Désarmement, Démobilisation et de Réintégration des ex-combattants et de Réhabilitation communautaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
UA	Union Africaine
UNOWA	Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest
WANSED	West African Network for Security and Democratic Governance

# I- Contexte et objectifs de la réunion

---

## 1.1 DDR et Gestion Post-conflit

---

Les programmes de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) constituent pour la communauté internationale, et en l'occurrence pour les Nations Unies, un outil important de maintien de la paix et de gestion des sorties de conflits armés.

En Afrique, le DDR est partie intégrante de tous les dispositifs de résolution des conflits armés. Etape importante dans le processus de paix, la mise en œuvre du DDR implique une diversité d'acteurs (étatiques et non gouvernementaux, civils et militaires, nationaux et internationaux) définissant des opportunités de synergies dans l'action.

Élément essentiel dans les dispositifs de stabilisation post-conflit, le DDR rencontre dans sa mise en œuvre une série de difficultés et de contraintes. Certaines sont spécifiques et liées au contexte local tandis que d'autres sont récurrentes, transnationales et en étroite corrélation avec la dimension et/ou la diffusion régionale des conflits. Cette situation contribue à renforcer l'importance d'une approche régionale des DDR et des stratégies post-conflit.

L'Union Africaine et le NEPAD d'une part, et la CEDEAO de l'autre en ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, ont pris la mesure d'une telle nécessité et disposent déjà en relation avec les Nations Unies, de stratégies et mécanismes destinés à pendre en charge les questions de maintien de la paix et de gestion post-conflit.

En février 2003, dans le cadre de l'Union Africaine et en rapport avec l'articulation de la stratégie du NEPAD à la problématique de construction et de promotion de la paix en Afrique, un **Programme pour la paix et la sécurité**, doté de huit priorités a été élaboré. L'objectif étant de :

- « *Promouvoir une définition et une action africaines adaptées aux initiatives de désarmement, démobilisation, réhabilitation et reconstruction (DDRR) dans les situations post-conflit ;*
- *Assurer une action efficace et consolidée en vue de prévenir, de combattre et d'éradiquer le problème de la prolifération, de la circulation et du trafic illicites des armes légères ».*

Il s'inscrit dans un autre instrument le **Protocole relatif à la création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine** (Durban, juillet 2002).

Parallèlement au cadre politique de reconstruction post-conflit en Afrique, il existe au niveau de l'Afrique de l'Ouest un dispositif et des mécanismes de la CEDEAO qui ont ouvert une perspective régionale :

- **Mécanisme de Prévention, de Gestion, de Règlement des Conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité.**
- **Déclaration (des chefs d'Etats) sur une approche sous-régionale pour la Paix et la Sécurité.**

- **PCASED devenu ECOSAP (Economic Community Small Arms Program) et le Moratoire sur l'Importation, l'Exportation et la Fabrication des Armes légères en Afrique de l'Ouest** qui a débouché sur une convention.

Ces mécanismes et programmes coexistent au niveau de la région, avec une approche et une gestion essentiellement nationales des DDR, dans un contexte marqué par une dimension et une diffusion souvent régionales des conflits, et une circulation tout aussi régionale des armes et des combattants. La prise en charge du maintien de la paix au niveau des programmes de DDR gagnerait à favoriser une approche régionale, qui permettrait une meilleure prise en compte de la réalité des dynamiques de conflits. D'autant que les défis rencontrés par les processus de sortie de crise concernent non seulement les pays ébranlés par les conflits, mais également ceux qui sont en sortie de crise ou en situation de paix.

Tout en reconnaissant l'importance et la pertinence des programmes nationaux de DDR achevés, en parachèvement ou en démarrage selon les pays (Casamance au Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Sierra Leone), il convient d'examiner ce qu'une approche régionale pourrait par un décloisonnement et une harmonisation apporter et/ou renforcer.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE a développé un partenariat étroit avec la CEDEAO au sein duquel, la paix et la sécurité constituent l'un des axes principaux de collaboration dans la stratégie de construction de la paix et d'un système de sécurité au service du développement à l'échelle régionale.

La mise en place d'un **Groupe régional de travail sur le DDR et le Post-conflit en Afrique de l'Ouest** vient concrétiser une des recommandations de la Commission de Défense et de Sécurité de la CEDEAO et constitue en même temps la mise en oeuvre des conclusions de l'atelier tenu à Bissau en novembre 2005 par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest conjointement avec la CEDEAO sur « *Les dynamiques de sortie de crise en Afrique de l'Ouest* ».

La problématique de prévention, de gestion et de résolution des conflits en appui aux dynamiques de sortie de crise en Afrique de l'Ouest a été déclinée par le CSAO en partenariat avec des acteurs de la région en une série d'initiatives complémentaires au Sénégal et en Guinée Bissau. Ces actions visaient à contribuer à une meilleure connaissance de la perception, de l'expérience et des perspectives possibles selon les acteurs. Les connaissances issues de ce partenariat contribuent à l'éclairage des dynamiques de sorties de crises par les recommandations dégagées, parmi lesquelles figure l'approche régionale pour décloisonner les DDR.

En organisant avec la CEDEAO et des acteurs de la région impliqués dans le DDR cette rencontre, il est important de noter qu'elle n'a pas pour objet d'aborder exclusivement les problèmes spécifiques à un pays. Il s'agit plutôt de s'appuyer sur une connaissance partagée de la diversité des expériences pour identifier les problèmes communs et récurrents, les obstacles et défis à prendre en charge de manière décloisonnée, pour matérialiser à l'échelle de toute la région des solutions post-conflit efficaces et durables. Le Groupe de travail inscrira donc les expériences relatées au niveau de chaque pays dans cette perspective.



## 1.2 Objectifs de l'atelier

---

Ce groupe régional de travail sur le DDR et la gestion post conflit en Afrique de l'Ouest doit contribuer au renforcement de l'impact des programmes nationaux, ainsi que des mobilisations et actions que cela induit de la part des décideurs, acteurs étatiques et non étatiques aussi bien aux niveaux national que régional. Il doit permettre d'approfondir un débat informé et la réflexion au niveau de la région, d'une part, et contribuer à la construction de synergies durables entre acteurs pour une prise en charge commune des dynamiques de sortie de crise aux niveaux local, national et régional, d'autre part.

L'atelier se fixe, entre autres, les objectifs suivants :

- ◆ Mettre en place d'un groupe régional de travail sur le DDR et la gestion post-conflit en Afrique de l'Ouest ;
- ◆ Partager les enseignements tirés des expériences de DDR dans la région ; rendre compte dans ce cadre des acquis et des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre ou le démarrage de ces programmes ;
- ◆ Travailler au décloisonnement et à l'harmonisation des DDR pour contribuer à l'adoption d'une approche régionale de la gestion post-conflit avec une prise en compte des données socioculturelles locales.
- ◆ Renforcer ainsi les facteurs favorables aux dynamiques de sortie de crise en Afrique de l'Ouest.

## 1.3 Organisation des travaux

---

Les travaux se sont étalés sur trois journées structurées en sessions et subdivisées en panels successifs le dernier jour.

- **La première étape** du travail a été consacrée à un état des lieux des DDR et à la gestion post-conflit en Afrique de l'Ouest.
- **La deuxième étape** a traité des problèmes aux niveaux des expériences nationales ainsi que des leçons tirées et des défis éventuels persistants.
- **La troisième étape** a défini les contours d'une approche régionale ; elle a abordé les synergies à développer et les perspectives de travail et actions pour les matérialiser.

## 1.4 Questions clefs

---

- ◆ Quel est l'état des lieux du DDR dans les pays d'Afrique de l'Ouest concernés ?
- ◆ Quels sont dans ce cadre les problèmes rencontrés et les leçons apprises à travers la mise en œuvre ?
- ◆ En quoi une approche régionale permet-elle à travers un décloisonnement de mieux prendre en charge les problèmes rencontrés ?
- ◆ Quelles sont les perspectives d'harmonisation et de synergie dans l'action d'une telle approche ?
- ◆ Quels sont dans ce cadre la place et le rôle de la CEDEAO et des autres acteurs concernés aux niveaux local, national et international ?

## II - Déroulement des travaux

---

### 2.1 Cérémonie d'ouverture

---

L'atelier était placé sous la présidence du Premier Ministre de Côte d'Ivoire, Monsieur Charles Konan BANNY. Il a regroupé des participants de 11 pays de la région (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone). Divers types d'acteurs ont été représentés : structures étatiques, organisations de la société civile, institutions de recherche, experts et autres acteurs travaillant sur le DDR, la gouvernance et la prévention et la gestion des conflits, organisations internationales et régionales. Les d'acteurs impliqués dans la question du DDR et de la sortie de crise en Côte d'Ivoire ont pris part à la rencontre : le Cabinet du Premier Ministre, le Ministre de l'Intérieur, la Ministre chargée de la Communication ; les forces de Défense et de Sécurité ; le Programme national du DDR ; les Forces nouvelles ; la Commission Electorale Indépendante ; la société civile, les chefferies et autorités traditionnelles de Côte d'Ivoire ; les partis politiques représentés au Forum de Cotonou ; des organisations de défense des Femmes, des organisations de Droits de l'Homme, et de nombreuses ONG et associations de la société civile. Les Nations Unies (UNOCI), l'Union Africaine et la CEDEAO ont également participé aux travaux.

A l'ouverture, M. Charles Konan Banny a été représenté par M. Joseph Dja BLE, Ministre de l'Intérieur. D'autres ministres et Hauts Fonctionnaires du gouvernement de Côte d'Ivoire étaient présents.

Mme Salimata PORQUET, Présidente de l'Organisation des Femmes d'Eburnie pour la paix (OFEP) a souhaité la bienvenue aux participants au nom de la société civile de son pays fortement représentée.

M. Massaër DIALLO, Chef de l'Unité Gouvernance, Dynamiques des conflits, Paix et Sécurité du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE a fait la présentation de son organisation et expliqué le sens de son action. Il a expliqué l'heureuse coïncidence que de tenir l'atelier sur le DDR, prévu de longue date, à Abidjan au moment même où la Côte d'Ivoire démarrait son programme de désarmement, démobilisation, réinsertion. Il fera l'historique de la présente action conjointe du CSAO avec la CEDEAO en montrant sa place dans le Plan de travail du CSAO aux niveaux des travaux sur les dynamiques de sortie de crise et le post-conflit. Il précisera le caractère régional de l'approche développée et son appui sur une méthode de décloisonnement, de mise en dialogue des acteurs pour une synergie dans l'action. Cela s'applique bien aux programmes DDR dont la mise en œuvre fait appel à des acteurs des institutions internationales et régionales chargées du maintien de la paix, des forces de défense et de sécurité et de forces combattantes désaffiliées de l'Etat ou complètement indépendantes de lui, de membres de la société civile, d'agences chargées de la gestion ou du suivi des programmes, de représentants de structures étatiques.

Cette diversité est confrontée au défi de la cohérence, de l'entente et de la synergie. Qu'en est-il en cette matière aux niveaux des différents pays réunis ici à Abidjan et ayant eu une expérience de DDR ?

L'Etat des lieux, le dialogue et les échanges attendus de tous ces acteurs ne peuvent être que bénéfiques à des pays qui démarrent, n'ont pas achevé ou envisagent d'avoir des programmes de DDR. L'approche régionale prônée a des retombées nationales tant par les échanges d'expériences que par les leçons apprises. Comment donc l'organiser, la mettre en œuvre, quels sont ses différents aspects ?

Dans son intervention, **Colonel Yoro KONE**, représentant la CEDEAO a remercié le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest au nom de Dr CHAMBAS, Secrétaire exécutif de la CEDEAO et de son adjoint chargé des Affaires politiques de Défense et de Sécurité, le Colonel TOURE, pour son appui constant à la mise en œuvre respectivement du Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion et de Règlement des Conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité ainsi qu'au Protocole additionnel sur la Démocratie et à la Bonne Gouvernance.

Il a souligné ce soutien est la preuve de la vision partagée entre les deux organisations pour la réalisation d'une intégration économique forte et sécurisée en Afrique de l'Ouest. Selon lui le DDR constitue l'un des piliers de la prévention des conflits ou à tout le moins celle de leur récurrence notamment pour les pays en transition.

Il a mis l'accent sur l'importance de prendre part à cette rencontre qui réunit différents acteurs impliqués dans ces questions. Cela doit permettre de baliser la voie pour un partenariat fécond dans la pratique de la Paix.

Tenir cet atelier à Abidjan, est à ses yeux particulièrement heureux ; c'est une contribution au processus de paix en cours et à son corollaire indispensable qu'est le DDR en Côte d'Ivoire que la sous région à l'unisson attend de tous ses vœux.

Il a conclu son intervention en rendant hommage au peuple ivoirien pour son accueil fraternel et chaleureux.

L'intervention du représentant de la CEDEAO a été suivie par celle de **M. Abou Moussa, Adjoint principal au Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, M. Pierre SCHORI**. S'exprimant en son nom, il a adressé ses remerciements à l'endroit des organisateurs de la présente rencontre, d'abord pour cette initiative, mais surtout pour avoir associé l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) à sa réalisation.

Rappelant que nombre d'Etats, à l'instar du Libéria, de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, ont connu ou connaissent encore des crises diverses, il a souligné l'impact de ces crises sur le développement et notamment les conditions de vie des populations, l'insécurité et l'instabilité politique.

Par l'effet de contagion qu'elles exercent, ces crises sont une menace grave à la paix et à la sécurité internationales dans la région, péril face auquel la Communauté internationale et les Gouvernements des Etats Ouest-africains n'ont de cesse de prendre des initiatives de sortie de crise.

Il a encouragé les participants à mettre en place un Groupe de travail régional sur le programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) et le post-conflit en Afrique de l'Ouest, afin de faire des propositions concrètes aux Nations Unies, à la CEDEAO et à les Gouvernements de la sous-région pour relever ces défis.

Car, selon lui, au-delà de la résolution de la crise ivoirienne, ce processus est appelé à avoir un impact stabilisateur d'envergure sur la sous-région ouest-africaine, grâce aux mécanismes d'étroite coordination institués entre l'ONUCI et les Missions des Nations Unies en Sierra Leone (UNAMSIL) et au Libéria (UNMIL), et de contrôle des mouvements transfrontaliers des combattants, par les diverses résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Il a exprimé le souhait que les réflexions et les travaux issus de cet atelier permette d'aboutir à une rupture définitive et synergique avec les dynamiques de crise et celles de sortie de crise, qui sont appelées toutes deux à disparaître, pour faire place à la seule dynamique qui vaille, la dynamique du développement, dans un contexte de paix et de sécurité recouvrée.

Succédant au représentant des Nations Unies en Côte d'Ivoire, **Monsieur Mr Dja BLE Ministre de l'intérieur**, a lu pour l'ouverture de l'atelier un discours au nom de Monsieur Charles Konan BANNY, Premier Ministre de Côte d'Ivoire, dont voici des extraits :

« C'est tout naturellement que le Premier Ministre avait donné son accord pour présider la cérémonie d'ouverture des assises que vous tenez ce jour à Abidjan. Votre rencontre, destinée à l'installation d'un groupe régional de travail sur le programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et la Gestion post-conflit en Afrique de l'Ouest, revêt une importance capitale pour la Côte d'Ivoire. En effet, notre pays est entré depuis quelques jours dans la phase active de son propre programme DDR, dont la poursuite pourra s'inspirer avantageusement des expériences vécues dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest qui ont connu des conflits, mais qui en sont sortis ou qui sont en train d'en sortir. La présente rencontre est, pour la Côte d'Ivoire, une occasion inespérée de bénéficier de vos idées de réflexions sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des combattants sur son sol.

Nous remercions l'Organisation de coopération et de développement économiques, ainsi que le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour avoir fait confiance à la Côte d'Ivoire en la choisissant pour abriter une rencontre de cette importance. Je veux croire que cette confiance a été suscitée par le travail solidaire du Gouvernement de transition et par les efforts fournis par les ONG actives en Côte d'Ivoire. Nous sommes heureux que l'action de tous ait abouti à un tel résultat.

La dimension régionale des crises qui ont affecté ou affectent encore les pays de l'Afrique n'est plus à démontrer. La tragédie qui se déroule sous nos yeux dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, mais aussi dans le centre et le nord de notre pays, est, de l'aveu même de beaucoup d'analystes, le prolongement du conflit libérien. Nous nous trouvons donc dans le cas d'une triste illustration du phénomène des vases communicants.

En effet, quand les arsenaux se vident en Sierra Leone ou au Libéria, les armes prolifèrent en Côte d'Ivoire, en attendant d'aller semer la mort et la désolation dans d'autres contrées. Dès lors, il ne sert à rien de s'attaquer en un seul lieu, à un seul des aspects du mal, puisqu'il ne manque pas de resurgir dans un autre lieu.

En consacrant ses réflexions au DDR et à la gestion post-conflit, votre organisation envisage tous les aspects du problème et se donne les moyens de trouver des solutions globales aux crises qui déstabilisent la sous-région. Le monde est le témoin de la recrudescence de certains conflits du fait que des combattants désarmés n'ont pas trouvé de place dans la société ou n'ont pas été aidés dans la création d'activités génératrices de revenus. Parfois même, les aspects psychologiques des chocs subis par certains de nos concitoyens n'ayant pas été pris en compte, on a assisté à de nouvelles violences qui auraient pu être, sinon évitées, du moins atténuées.

La mise en place d'un groupe régional de travail permet d'échapper à ces multiples écueils puisque, désormais, il y aura, à la disposition de la sous-région, une cellule de veille susceptible d'anticiper les problèmes qui ont rendu si difficile la mise en œuvre des solutions proposées aux Etats où ont éclaté des conflits armés.

Pour sa part, la Côte d'Ivoire attend de vous une contribution à ses efforts pour trouver les voies les plus efficaces pour assurer le passage de la défiance à la confiance, de l'affrontement à la concorde, de la tentation de séparation au désir de vivre ensemble. Car, le plus dur n'est pas d'arrêter la guerre, mais de réconcilier et de reconstruire une nouvelle volonté commune de vivre ensemble... »

-----  
La cérémonie d'ouverture a été suivie d'une brève pause avant le démarrage des travaux introduits par M. Massaër Diallo, Chef d'Unité Gouvernance, Paix et Sécurité du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest qui a commencé par remercier les différentes autorités et représentants des organisations régionales et internationales qui se sont exprimés.

## 2.2 Introduction sur l'approche régionale

Les travaux ont été introduits par M. Massaër Diallo qui a présenté une communication sur «**Les enjeux d'une approche régionale du DDR en Afrique de l'Ouest** ». Il a rappelé que le DDR est un élément indispensable pour le passage de la guerre à la paix lors des conflits armés qui affectent des pays et leurs Etats et déchirent leurs sociétés. Outil des Nations Unies au service du maintien de la paix, le DDR est universel dans son principe, sa méthode et ses objectifs.

En Afrique de l'Ouest, sa mise en œuvre et le bilan qui peut en être fait, débouchent sur la prise de conscience de trois défis majeurs :

- 1°) Le défi de la contextualisation ;
- 2°) Le défi de l'approche régionale ;
- 3°) Une implication plus cohérente des partenaires au développement et des institutions régionales dans le post-conflit.

### 2.2.1 Le défi de la contextualisation du DDR en Afrique de l'Ouest

Le caractère universel des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion sous l'égide de l'ONU se combine à une nécessaire adaptation au contexte pour s'ajuster et tenir compte des réalités régionales, nationales et locales. Dans ce cadre, deux aspects seront à prendre en considération : l'implication des acteurs locaux et la prise en compte des données et contraintes socioculturelles.

#### a) L'implication nécessaire des acteurs locaux

- Y-a-t-il (et si oui, dans quelle mesure ?) une implication des acteurs locaux dans le DDR, notamment les collectivités locales, les composantes socioculturelles, les organisations de la société civile et les pouvoirs locaux ?

#### b) Y-a-t-il une prise en compte effective des données et spécificités socioculturelles concernant la démobilisation, la réinsertion et la réconciliation ?

La mise en œuvre d'un programme de réinsertion et de réconciliation suppose la connaissance et la mise à contribution des protocoles, règles et approches en la matière reconnus et pratiqués par les sociétés et communautés affectées par le conflit.

- Comment articuler les exigences d'une stratégie nationale de sortie de crise avec les données, contraintes et capacités locales dans le processus de sortie de crise ?

L'expérience de terrain en Casamance au Sénégal, en Guinée Bissau, les comptes rendus sur le Liberia et la Sierra Leone mettent en évidence l'importance de cette question.

La réinsertion et la réconciliation envisagées aux niveaux national, public et éventuellement économique ont donc besoin d'associer les diverses composantes sociales locales des espaces affectés par les conflits. Divers organisations traditionnelles ou non de la société civile peuvent y contribuer.

## **2.2.2 Nécessité et enjeux d'une approche régionale du DDR en Afrique de l'Ouest**

Parmi les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO pratiquement plus de la moitié a été ou est actuellement confrontée à la nécessité d'un désarmement organisé : Côte d'Ivoire, Guinée (avec les incursions de combattants libériens notamment), Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria (confronté à l'existence de multiples groupes armés), Sierra Leone, Sénégal (avec une rébellion en Casamance).

Rien que par le nombre d'Etats confrontés aux problèmes de rebellions, dissidences ou autres formes de conflits armés, il est manifeste que le désarmement est un besoin et une nécessité d'envergure régionale par le nombre de pays directement concernés (9 sur 15). Sept (7) d'entre eux ont eu ou entament un programme de DDR. Parmi eux cinq (5) ont achevé leur programme ; la Guinée Bissau étant la dernière en date après le Libéria, la Sierra Leone, le Mali et le Niger. La Côte d'Ivoire démarre son programme et celui de la Casamance au Sénégal est en attente d'une mise en œuvre une fois les conditions préalables stabilisées.

- Comment apprendre les uns des autres, tirer des leçons des expériences achevées, renforcer les capacités par l'échange et le décloisonnement ?
- Comment se pencher ensemble sur des problèmes qui s'avèrent communs, notamment par exemple en matière de circulation des armes et des combattants d'un pays et d'un conflit à un autre ?
- Comment s'appuyer sur la CEDEAO quand, par exemple, un Etat fragilisé fait face plus difficilement à ses obligations concernant le désarmement, la réintégration et le post-conflit ?

Voilà quelques questions qui indiquent quelques-unes des raisons et opportunités d'une approche régionale du DDR. Cette approche a été recommandée par la Commission de Défense et de Sécurité du Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO. Elle figure aussi parmi les conclusions d'un atelier tenu à Bissau en novembre 2005 et qui avait déjà abordé la question des DDR dans la région. C'est la conjonction de ces deux recommandations qui a abouti au projet de mise en place d'un Groupe de travail régional non seulement sur le DDR mais aussi sur le post-conflit en Afrique de l'Ouest. La rencontre qui commence aujourd'hui a pour tâche essentielle de matérialiser ce projet.

L'approche régionale comporte plusieurs aspects :



*a) La prise en compte de la dimension régionale* et la diffusion régionale des conflits.

Un examen exhaustif des dynamiques en cours dans notre région montre les liens entre les situations au Libéria, en Sierra Leone, en Guinée, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau, au Sénégal, au Mali et au Niger.

*b) L'existence de dynamiques transfrontalières* avec des aspects de continuité et d'échanges socioculturels et économiques, et d'autres relevant du banditisme et de la criminalité liés aux conflits et/ou amplifiés par l'insécurité qu'ils entraînent.

*c) Une circulation sous-régionale des armes et de combattants itinérants.*

Elle constitue doublement un défi : c'est un facteur et un indicateur de multiplication des conflits armés durablement destructeurs et déstabilisateurs. La prolifération régionale des armes rend en effet possible et alimente les conflits ; elle favorise le dérapage des crises politiques vers des violences armées. Cette prolifération affecte tous les Etats de la région par delà les pays subissant directement des conflits armés ouverts.

La CEDEAO et les Etats à travers diverses initiatives ont réussi entre 1998 et 2004 à collecter et saisir plus de 200 000 armes légères, dont « au moins 70 000 ont pu être détruites ».<sup>1</sup> Pour autant le défi reste immense mais non insurmontable si un consensus et une coalition forte et durable des diverses catégories d'acteurs de la région se réalisent pour la mise en œuvre du Moratoire et de la Convention de la CEDEAO de 2006.

Elle est reliée à un enrôlement massif d'enfants-soldats devenant acteurs précoces et victimes de violences extrêmes. Ce phénomène est d'autant plus grave que la majorité de la population est très jeune (plus de 56% a moins de 20 ans en Afrique de l'Ouest) dans une région où la pauvreté touche 50% des personnes.

Le fléau des enfants enrôlés est souvent associé aux guerres civiles du Libéria mais en réalité c'est un phénomène régional qui touche aussi bien les pays déchirés par un conflit armé que ceux qui subissent les contrecoups, accueillent des réfugiés et/ou connaissent une infiltration de ou un repli des forces combattantes.

*d) L'implication de la CEDEAO dans le DDR et le post-conflit.*

Le désarmement et la démobilisation au niveau national (Mali, Niger, Sierra Leone, Liberia, Guinée Bissau) en dépit de leur utilité, rencontrent de manière récurrente leurs limites ; la circulation des armes, des combattants et la dynamique régionale des conflits font que même des pays qui ne sont pas directement impliqués demeurent concernés par les crises. Le cloisonnement des programmes joue contre leur efficacité optimale et favorise le déplacement des armes et des combattants vers des pays et programmes « plus rémunérateurs ».

---

<sup>1</sup> Source E. Berman et Florquin ; GRIP ; 2006.

Le rôle de la CEDEAO est fondamental pour au moins trois raisons :

- Elle constitue un cadre où les pays membres affectés et en phase de DDR peuvent se coordonner, mutualiser leurs moyens et expériences et se mettre en synergie pour des solutions concertées et communes. Elle constitue un lieu pour harmoniser et décloisonner les actions.
- Elle dispose de trois instruments pouvant contribuer à la prévention et la résolution des crises, à la réforme du secteur de la sécurité et la reconstruction d'un Etat de droit. Il s'agit des Protocoles de 1999, de 2001 et de la Convention de 2006.
- La CEDEAO sert d'interface entre les pays de la région et les Nations Unies, principal organisateur du désarmement ; au niveau régional, la CEDEAO collabore avec ses antennes régionales comme l'UNOWA mais aussi ses organismes spécialisés dans les opérations et formations en maintien de la paix.

*e) Nécessité d'une mise en cohérence de l'approche des bailleurs dans le cadre d'une approche régionale au profit d'une stratégie concertée d'appui à une sortie de crise durable*

L'approche régionale ne concerne pas seulement les acteurs de la région (Etats, institutions régionales, société civile, secteur privé, organisations politiques). En effet, il y a aussi acteurs extérieurs à la région (pays, institutions internationales, agences) qui sont impliqués dans une politique de coopération avec ces pays et viennent en appui aux processus de sortie de crise, de maintien et de construction de la paix, et de développement au service des populations. Quelques questions pourront guider nos réflexions et échanges sur ce point :

- v Comment assurer une efficacité durable des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion ?
- v Comment dans ce cadre éviter des discontinuités de financement dans la dernière phase des programmes de DDR comme ce fut le cas en Guinée Bissau ?
- v Comment et dans quelle mesure les pays donateurs peuvent-ils, pour plus d'efficacité, s'inscrire dans une approche régionale ?

**Pour développer sa réflexion et élaborer son programme le Groupe régional de travail pourra tirer profit** entre autres, des rapports et publications cités en note.<sup>2</sup> »

---

<sup>2</sup> 1- Compte rendu et documents de travail de l'Atelier de Bissau sur les « *Dynamiques de sortie de crise en Afrique de l'Ouest* » organisé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, en partenariat avec la CEDEAO (novembre 2005).

2- Final report of the workshop: « *Identifying lessons from DDR experiences in Africa* », Accra, Ghana (10 to 12 August 2004). Institute for Security Studies (South Africa) and Koffi Annan International International Peace keeping Training Centre. Ghana.

3- ECOWAS-EU-UNOWA Framework of Action for Peace and Security.

4- Rapport de la rencontre d'experts organisée à Addis-Abeba par l'Union Africaine du 6 au 7 février 2006 sur le thème « *Post-conflict Reconstruction and Development in Africa* ».

5- Cadre politique de reconstruction post-conflit en Afrique ; Programme pour la gouvernance, la paix et la sécurité du Secrétariat du NEPAD. Juin 2005.

6- Travaux réalisés sous la direction de Nicolas Florquin et Eric G. Berman sous le titre « *Armés mais désœuvrés* », traduction de l'anglais, éditée par le GRIP et Small Arms Survey. Bruxelles, mars 2006.

## 2.3 Etat des lieux du DDR en Afrique de l'Ouest

Après l'introduction de M. Diallo, diverses expériences DDR des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ont été présentées. **L'état des lieux par pays** avait pour but d'exposer les objectifs des programmes de DDR, leurs réalisations ainsi que les difficultés rencontrées. Il en ressort que certains problèmes sont communs à la région, tandis que d'autres sont spécifiques au pays et trouvent leur solution à l'échelle locale et nationale. Trois sessions ont été respectivement consacrées aux DDR achevés, en parachèvement et en démarrage.

### 2.3.1 DDR achevés

La session sur les DDR achevés a porté sur le Niger, le Mali, la Guinée Bissau et la Sierra Leone.<sup>3</sup>

Nombre de conflits ont éclaté suite à de élections perturbées et/ou la non prise en compte des revendications d'une partie significative de la population, notamment celles relatives au partage des ressources. Dès lors, si toute la population des zones de conflit ne soutient pas activement les groupes armés et peut même en être victime, elle peut aussi faire preuve de non coopération avec le gouvernement qui la marginalise dans son plan de développement. Ce pourrissement profond de la situation peut amener à une scission entre les belligérants et les populations des zones de conflits, sans qu'il devienne plus facile d'identifier les combattants au sein des populations et d'accéder aux caches d'armes.

Lors du démarrage des programmes de DDR, les aides versées aux personnes armées en contrepartie de leur désarmement seront souvent perçues comme une récompense à la prise d'armes compliquant d'autant le retour de ces personnes dans leur communauté d'origine, surtout si aucun programme n'est initié à l'endroit de ces communautés touchées par le conflit.

Ainsi, le volet justice qui est une nécessité dans la perspective d'une réconciliation durable, n'est pas un élément permettant d'amener les différentes parties à la table de négociation. Il demeure que si la justice doit être faite, elle ne peut se faire correctement en présence de forces armées.

On notera que le temps de latence entre la fin des conflits et le début des programmes de DDR ouvre une période de flou qui conduit à une perte de contrôle sur les combattants qui quittent leurs zones initiales de cantonnement. Si la fin de la guerre en Guinée Bissau est intervenue en 1999, ce n'est qu'en 2002 que le programme de DDR a débuté.

Parmi les multiples problèmes identifiés :

- La porosité des frontières et l'existence d'espaces transfrontaliers de repli des combattants, de circulation des armes et de criminalité permettant d'entretenir et de prolonger ou de réamorcer des conflits (Sénégal, Guinée forestière et les pays du Fleuve Mano).

---

<sup>3</sup> Toutes les communications en format texte et les présentations powerpoint ont été consignées dans les présents actes de l'atelier en format word. Voir notamment le Volume II contenant les Annexes du présent rapport.

- Le recyclage des combattants et des armes conduit souvent à la multiplication des fronts. A cette occasion, le manque de moyens des forces armées au service de l'Etat est patent. La formation et les méthodes de recrutement de ces forces armées officielles peuvent également être des éléments de clivage. En Guinée Bissau, la forte politisation de l'armée s'ajoute au nombre de ses problèmes spécifiques.

Dans la phase réintégration des programmes de DDR, la formation reçue par les démobilisés doit leur permettre de trouver un débouché rapide au sein d'une communauté sensibilisée aux programmes de DDR, comme ce fut le cas en Sierra Leone. Il est donc préférable d'opter pour des projets collectifs afin que les communautés locales puissent trouver un rôle à jouer d'orientation des anciens combattants.

Enfin, parce qu'en matière de paix, rien n'est acquis, les programmes de sortie de crise doivent s'inscrire dans la durée et bénéficier tant de l'adhésion de la population que de la bonne volonté de la classe politique. Dans le même sens, les mécanismes endogènes et traditionnels d'apaisement sont un élément important dans la reconstruction du capital social à travers leur capacité de rassemblement et le crédit conféré au processus de paix.

### 2.3.2 DDR en parachèvement

Le cas concerné et traité a été celui du Libéria. La communication sur le Libéria a été l'occasion d'un partage d'expériences sur les difficultés et les bonnes pratiques en matière de programmes de DDR dans la région.

- **Les éléments de réussite sont les suivants :** la prise en compte des expériences passées de DDR dans la sous-région ; le soin apporté à la clarté de la définition du programme de DDR ; la flexibilité du programme sans perdre de vue l'objectif premier de la collecte des armes ; et enfin, l'attention portée aux contextes régional et local par la prise en compte de la diversité des acteurs. A cela s'ajoute la bonne préparation des militaires participant au programme de DDR.
- **Pour ce qui relève des difficultés :** la première d'entre elles fut la question de la classe politique qui a mené à ces conflits. Les politiciens ont été désignés comme les vrais responsables des effusions de sang. Lors du commencement du programme de DDR, l'absence de registre et de comptabilité a conduit à une sous-estimation du budget nécessaire au programme. De 30 000 combattants, le nombre est passé à 103 000. Cependant seules 28 000 armes ont été récupérées car nombre de combattants n'avaient pas d'armes prises en compte par le programme de désarmement. Par ailleurs, du fait de problème de financement, les camps ont été saturés avec des attentes jusqu'à 2 ans et ½, et les formations de 8 mois étaient de trop courte durée pour développer une compétence exploitable. Ces problèmes ont poussé certains ex-combattants à se reconvertir en mercenaires. Le défaut de prise en charge psychologique officielle a été compensé par le développement sans précédent d'institutions religieuses très actives. La jeunesse a également été laissée en marge des programmes de DDR bien qu'ayant pris une part active aux conflits.

### 2.3.3 DDR en démarrage

Les cas du Sénégal à travers le conflit casamançais et de la Côte d'Ivoire ont nourri la réflexion et les échanges sur les programmes de DDR en démarrage.

Les deux crises examinées sont liées de l'accumulation de frustrations dues entre autres à l'enclavement de la Casamance et la marginalisation des populations du nord de la Côte d'Ivoire. On notera que la faiblesse des institutions étatiques dans ces zones constitue un élément facilitant la réussite des soulèvements. Par ailleurs, des différences culturelles réelles, parfois exploitées à dessein, participent également à la persistance de ces crises.

Afin de retrouver le chemin de la cohésion nationale et sortir durablement du conflit, des structures ad hoc ont été créées : l'ANRAC (Agence nationale de relance des activités en Casamance) au Sénégal et le PNDDR/RC (Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration / Réhabilitation communautaire) en Côte d'Ivoire.

La première des difficultés est liée au contexte de « ni paix, ni guerre ». Bien que la durée des crises soit sans commune mesure, (de 24 ans pour le Sénégal à 4 ans pour la Côte d'Ivoire), on observe comme trait commun un essoufflement des hostilités directes sur le terrain tandis que les forces restent mobilisées et les négociations patinent. Si certains des acteurs visent une logique d'usure en restant fermes sur leurs positions, des facilitateurs, soutenus par la communauté internationale tentent d'arriver au compromis dynamique par des concessions réciproques des parties en conflit.

La société civile et les opérateurs économiques figurent parmi les premiers touchés par les crises ; aussi sont-ils demandeurs du soutien de la communauté internationale pour la relance des activités économiques et sociales ainsi que l'accès aux tables de négociation. La société civile est soucieuse de la prise en charge de ses composantes les plus vulnérables dans les programmes de DDR et à la proposition de débouchés pour sa jeunesse. Elle porte aussi une attention particulière à la préservation environnementale, partie intégrante de son cadre de vie et nécessaire à ses activités. Ce sont là des éléments de la réalité socioculturelle à intégrer aux programmes de DDR, tout comme les alliances qui existent entre ethnies et constituent des facteurs de cohésion sociale.

Des fiches techniques en Casamance et des questionnaires en Côte d'Ivoire sont en cours d'élaboration afin d'identifier les besoins des combattants et développer des formations en adéquation avec leurs capacités et les opportunités qu'offre leur lieu de réintégration. A cet effet, une carte nationale des opportunités pour les ex-combattants est en cours de réalisation en Côte d'Ivoire.

Dans la mise en œuvre, des poches de résistance et de méfiance grèvent le démarrage des programmes de DDR. Les réticences portent principalement sur la collecte et le stockage des armes. Aussi, les médias peuvent jouer un rôle privilégié dans le rapprochement des parties en opposition et la restauration de la confiance.

Concernant le financement des programmes de DDR, la communauté internationale et ses institutions font preuve de générosité pour aider les pays dans leur processus de sortie de crise. Les pays en crise s'engagent également sur leurs fonds propres ou par recours à des emprunts.

Les pays initiant leur programme de DDR sont avides de connaissance sur les autres expériences dans ce domaine car il n'y a pas à « réinventer la roue » face aux problèmes transversaux que connaissent les DDR. En outre, ces pays, conscients des dynamiques régionales, sont ouverts à une approche régionale. A ce titre, le Groupe de Travail International (GTI) observe la bonne marche du Programme national de DDR ivoirien.

Après les volets désarmement et démobilisation effectués, il reste à effectuer le redéploiement de l'administration et des élections transparentes à l'échelle régionale et nationale. Concernant la Côte d'Ivoire, l'identification à travers les audiences foraines, aux dires des participants, constitue un préalable au processus électoral lui-même. Le débat semble avoir débouché sur une proposition de la concomitance de ces deux aspects.

## 2.4 Leçons apprises et approche régionale des programmes de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion

---

La communication introductive du CSAO comme les diverses présentations faites par la CEDEAO et les experts impliqués dans la mise en œuvre des programmes de DDR et les questions de sécurité, ont toutes rendu compte de la nécessité d'une approche régionale des DDR fondée sur un ensemble de facteurs :

1. Dans certains contextes nationaux, la crise et/ou la faiblesse de la souveraineté de l'Etat sur tout le territoire et la porosité corollaire des frontières rendant possible la circulation des armes et des combattants qui échappent ainsi à un désarmement intégral et efficace.
2. Cette situation est aggravée par le fait que certaines forces belligérantes et auteurs de guerre s'installent dans des espaces transfrontaliers qui échappent de fait et/ou de droit aux territoires et pays concernés par le programme national de DDR.
3. Il y a une diffusion régionale des conflits, ayant aussi des liens avec la transnationalité des groupes impliqués.
4. Il existe des instruments et une expérience africaine et ouest-africaine en matière de gestion et résolution des conflits qui, aux niveaux de l'Union Africaine et de la CEDEAO, peuvent servir à la mise en valeur efficace de programme de DDR.
5. Il existe déjà une implication réelle de l'Union Africaine et de la CEDEAO dans le DDR et le post-conflit. Cette réalité doit être améliorée et renforcée.
6. Il y a une nécessité :
  - d'une approche intégrée et coordonnée de la neutralisation des facteurs et aspects transfrontaliers de conflits ; l'UNOWA a développé des initiatives dans ce sens.
  - d'une meilleure implication des communautés « des pays-frontières » dans le processus de paix ; d'une synergie entre les instances régionales, nationales et locales dans la prévention et la lutte contre la criminalité transfrontalière qui se nourrit des conflits et les alimente.
7. Le caractère transfrontalier de la circulation des armes et des combattants et la prolifération régionale des armes légères et de petit calibre incitent à envisager les programmes à l'échelle régionale.

Les travaux ont fait ressortir aussi la nécessité que l'approche des programmes DDR soit intégrée et synergique notamment par :

1. L'implication de la société civile dont diverses ONG et associations participent effectivement à la prise en charge psychosociale des individus (combattants et victimes) tout en restant souvent exclues, à l'instar des femmes, des dispositifs de mise en oeuvre des programmes de DDR.

2. L'implication des communautés et collectivités locales. La CEDEAO a dans ce cadre rendu compte de l'association de celles-ci dans la conception et considère nécessaire aussi leur implication dans la réalisation du DDR. Le Colonel Koné a plaidé, en son nom, pour « une participation de tous les acteurs à une solution intégrée en matière de DDR ».
3. L'implication des médias et des leaders d'opinion.
4. La nécessité de relever les défis :
  - de la prolifération des armes légères à l'échelle régionale ;
  - de la criminalité transfrontalière, des trafics d'armes et de la traite des ex-combattants et le mercenariat qui hypothèquent l'efficacité durable des DDR.
  - de la sécurité écologique : dans les zones de conflits, en effet, les ressources environnementales, les accès à l'eau, les animaux, les zones classées font l'objet de destruction et de pollution. Cependant, en dépit de l'existence de conventions internationales pour la protection de l'environnement en période de conflit, le gouvernement n'a pas autorité pour faire respecter ces normes. Dès le retour de la paix, le ministère charge de l'Environnement a la possibilité de mettre en place des programmes de réhabilitation.

Parfois, la justice paraît trop lente au point de rimer avec impunité, mais l'exemple récent de l'arrestation de Charles Taylor doit être édifiant. Les instruments juridiques communautaires existent, les textes sont publiés et diffusés, mais il convient de faire évoluer les traités pour mieux prendre en charge les conflits internes aux pays et adopter une approche régionale des principes de paix et de sécurité. Le Mécanisme de Préventions et de Gestion de résolution des conflits de la CEDEAO s'inscrit dans ce sens.

Ces réponses auxquelles œuvre la CEDEAO visent à prendre en compte les transformations du contexte social et politique ouest-africain. Pour cela, le soutien des Etats membres est essentiel, afin que cette institution trentenaire puisse être renforcée par sa mutation et puisse avoir les moyens de sa politique. Des moyens de financement supplétifs au prélèvement communautaire de 0,5% sont à l'étude. Notamment une taxe sur les billets d'avion ou sur les exportations, afin de pouvoir honorer les multiples contributions des pays aux organisations et forces régionales.

En outre, la CEDEAO développe plusieurs initiatives afin d'être une institution de référence pour les programmes de sortie de crise. Les « After Actions Reviews » permettent de tirer les leçons des actions menées qui sont consignées dans un document unique sur lequel travaille un think-tank. Par ailleurs, un Système d'Alerte Précoce est en création afin de réduire les délais d'intervention qui sont pour le moment de 30 jours (délais nécessaire pour réunir les unités nationales qui participent à cette force régionale).

Dans ces multiples chantiers, la CEDEAO coopère avec l'Union Africaine, l'UNOWA et le CSAO. Malgré ces efforts, les participants souhaiteraient disposer d'un outil accessible recensant les analyses sur les expériences de DDR en Afrique, afin de savoir pallier au mieux les problèmes de réintégration, de sensibilisation, et de financement.



La question des ressources financières intervient à la fois dans les sources de conflits et dans leur résolution. Une mauvaise répartition des richesses et une faible présence de l'Etat sont souvent à l'origine de la prise d'armes. Toutefois, ces armes ont un coût, qui est prélevé sur ce qui devrait être consacré au développement ; ou bien ces armes sont financées par des activités informelles et parfois illicites. Ainsi, certains pays contrevenant aux embargos tirent des rentes de l'armement des belligérants, alors qu'une bonne partie de la communauté internationale s'implique dans le financement des programmes de désarmement et de reconstruction. La lutte contre les trafics d'arme interpelle donc la communauté internationale.

Les participants, à l'image de la société civile, attendent beaucoup des programmes de DDR. Toutefois ne ceux-ci ne constituent qu'un pas vers une Réforme du Secteur de la Sécurité. Par ailleurs, les programmes de DDR ne constituent pas en eux-mêmes un segment de programme de développement. Les DDR sont conjoncturels, tandis que la RSS et les programmes de développement sont structurels. Ils prolongent l'action de sortie de crise des programmes de DDR.

- La Réforme du Secteur de Sécurité doit permettre d'avoir une armée nationale stable, disciplinée, proche de toutes les composantes de la société et soumise à un pouvoir civil régulièrement élu. Cette réforme doit permettre de relever le défi de la mise en place d'un système juridique démocratique et d'un appareil judiciaire capable de faire fonctionner la justice de manière effective équitable et efficace. Cela permet de se prémunir des frustrations et injustices nées des conflits qui risquent souvent de rendre difficile la réconciliation et de pérenniser des déchirements dans la société.

- Les DDR doivent permettre -après avoir désarmé, démobilisé et formé les ex-combattants- le non-retour de ces derniers dans la rébellion. Toutefois, cette réussite dépend de la possibilité de trouver une place à nouveau dans la société.

En conséquence, dans la recherche de la paix, la société civile est un acteur déterminant. Seulement, sans être politique, elle est fréquemment assimilée au politique, ce qui nuit à sa crédibilité et peut la faire basculer dans les sources endogènes des conflits.

Par ailleurs, les rôles de la presse et des religieux ont été évoqués comme vecteurs pour la sensibilisation des ex-combattants et des communautés. Ces deux tribunes peuvent être un ferment de l'unité ou le plus grand diviseur commun.

Une attention a également été portée au rôle de la jeunesse comme vivier potentiel de combattants. Les jeunes souffrent de manque de perspectives. Certains gèrent cela par l'oisiveté, d'autres par l'émigration non choisie et les derniers par la participation aux conflits en commençant parfois par un réflexe d'autodéfense facilité par la circulation des armes.

La protection des personnes les plus vulnérables, femmes et enfants, premières victimes des conflits, n'a pas encore atteint un niveau satisfaisant malgré l'avancée du droit aux niveaux régional et international. Pour l'effectivité des mécanismes juridiques, la bonne marche des organisations régionales en charge de leur application et la réussite des programmes de DDR,

la volonté politique est un élément incontournable. C'est avec cette volonté politique que la CEDEAO pourra exercer son mandat et « créer les conditions favorables pour la paix» (Art. 44), en complémentarité avec l'ONU qui a la responsabilité de « garantir la paix et la sécurité dans le monde » en vertu du Chapitre 8 de la Charte.

Chaque conflit est un système avec ses particularités, aussi les programmes de DDR doivent intégrer ces spécificités. Néanmoins, une harmonisation est possible à travers les constantes qui se dégagent telles que les enfants soldats, les milices, le rôle des femmes, les combattants étrangers et la diffusion régionale des conflits. C'est là la mission de l'UNOWA, mandatée par le Secrétaire général des Nations Unies pour travailler avec les gouvernements, les institutions régionales, les ONG et la société civile, afin de construire une approche régionale des défis de l'Afrique de l'Ouest.

En effet, si un pays en crise nécessite un programme de DDR, ses voisins auront certainement besoin de programmes pour les réfugiés et contre la prolifération des armes légères. C'est ainsi que la CEDEAO est passée, selon ses mots, d'une logique de maintien de la paix à une logique de consolidation de la paix en adoptant une vision holistique de la paix.

Les DDR à eux seuls ne règlent pas tous les problèmes ; ils y apportent une contribution à la solution concurremment à la justice, aux AGR et à la RSS, car l'entrée dans les conflits est rapide, mais la sortie est un long processus.

On notera que la pauvreté est un élément aussi souvent évoqué que le défaut de bonne gouvernance, en tant que cause des conflits. Toutefois, ce ne sont pas les pauvres qui déclenchent les guerres. Les intérêts politiques et économiques sont de meilleurs leviers pour les conflits. Et, à l'opposé, la réalité de l'intégration régionale est faite par les peuples, et non par les gouvernements et organisations régionales, qui donnent un cadre à celle-ci.

Aussi, existe-t-il une complémentarité évidente entre peuples et gouvernants que la bonne gouvernance peut utiliser à bon escient, c'est-à-dire ayant pour objectif une paix durable favorable à une prospérité équitablement partagée.

## III- Conclusions et perspectives de travail

---

### 3.1 Synthèse des travaux

---

En présentant la synthèse des travaux, M. Massaër Diallo a tiré les conclusions au terme de cet atelier qui nourrit l'espoir d'une approche régionale des programmes de DDR.

Deux défis sont à relever au niveau des programmes de DDR : l'absence de la dimension régionale et la nécessité de renforcer la prise en compte du contexte local.

Aussi, la première conclusion soutient-elle cette régionalisation des programmes de DDR fondée sur la réalité des dynamiques de conflits qui vont au-delà des frontières tout en insistant sur la prise en compte de leurs aspects locaux.

En second lieu, le risque de réversibilité des programmes de DDR due à l'absence de soutien de la population mise en marge de ces programmes, a été intégré à la dernière génération des programmes de DDR telle qu'incarner par le programme ivoirien du PNDDR/RC. En effet, celui-ci dans son volet réhabilitation communautaire (RC), vise à faire bénéficier la population de l'aide à la relance des activités génératrices de revenus, dans l'optique d'une stabilisation et pacification de l'ensemble de la société.

Ces constatations faites, il est apparu que la direction prise par la région à travers ses programmes de sortie de crise est porteuse d'espoir à court terme et de réussite à moyen terme. En effet, l'intérêt porté aux populations à travers les programmes de réhabilitation communautaires par le PNDDR/RC et l'ANRAC est à saluer.

Les réunions à venir du Groupe régional de travail donneront l'occasion d'apprécier les évolutions des programmes de DDR et de façon plus large, des dynamiques de sortie de crise.

Enfin des remerciements ont été adressés à tous ceux qui ont concouru au bon déroulement de cet atelier à travers leurs communications, facilitations et appuis.

Les conclusions sont à décliner en perspectives de travail appuyées par des recommandations qui reflètent l'expérience et l'expertise des participants mais aussi leur engagement commun à œuvrer avec la CEDEAO et le CSAO/OCDE pour une sortie durable de crise dans tous les pays ayant connu des conflits armés en Afrique de l'Ouest.

## 3.2 Perspectives de travail : décisions et recommandations

---

Forts de la participation des représentants,

- des pays de la sous-région ayant connu des programmes de DDR,
- du programme de DDR en Côte d'Ivoire,
- de la CEDEAO, de l'Union Africaine et de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire et du CSAO/OCDE,

Ayant mutualisé les expériences et pris en compte toutes les contributions dans leur diversité, l'atelier d'Abidjan a retenu les propositions et recommandations suivantes et les inscrit dans ses perspectives de travail :

### 3.2.1 Mise en place du Groupe régional de travail sur le DDR et le post-conflit en Afrique de l'Ouest

#### *a) Coordination*

Il est coordonné par le CSAO en coopération avec la CEDEAO. L'Afrique de l'Ouest a une expérience en matière des DDR et de post-conflit ; le groupe doit contribuer à la mise en place d'une stratégie régionale dans ces domaines.

#### *b) Composition*

Le groupe est composé de :

- institutions de coordination (CSAO/OCDE et CEDEAO) ;
- représentants des programmes DDR ayant eu lieu ou étant en cours dans la région ;
- experts (issus ou non de la société civile ayant pris part aux travaux) ;
- programmes DDR et de post-conflit en Afrique de l'Ouest ;
- WANSED et autres organisations et réseaux agissant dans le secteur de la sécurité au niveau régional.
- représentants des Nations Unies (UNOWA entre autres), de l'Union Africaine et de pays donateurs impliqués dans le post-conflit.

#### *c) Les prochains travaux du Groupe*

La prochaine réunion devra revenir de manière précise sur trois points :

- les missions, objectifs et agenda du Groupe régional de travail sur le DDR et le post-conflit en Afrique de l'Ouest.
- les modalités de fonctionnement
- le financement de ses activités

### **3.2.2 Mise en place d'une base de données**

La mise en place d'une base de données à l'échelle régionale sur les programmes DDR vulgarisant les bonnes pratiques, prenant en compte les mécanismes endogènes de sortie de crise, diffusant une culture de la Paix et recensant les acteurs des conflits .

### **3.2.3 Au niveau juridique : Promouvoir l'Etat de droit, la justice et l'équité**

- Le respect de la bonne gouvernance, de l'état de droit, des institutions et conventions internationales (ratification de la convention en matière de circulation des armes légères) par les pays de la région afin de réduire le nombre de crise et faciliter la sortie de celles-ci. Nécessité de promouvoir la justice et de garantir l'effectivité des sanctions.
- Le DDR, voie incontournable dans le règlement des conflits armés qui touchent les Etats d'Afrique de l'Ouest ne doit pas occulter la réalité ressentie par les victimes de la guerre ; il doit prendre en compte leur perception possible des programmes d'appui à la démobilisation comme des primes à la rébellion au bénéfice des seuls combattants. Il est indispensable de prendre en considération ces perceptions et frustrations des victimes dans le processus de réconciliation.

### **3.2.4 Au niveau structurel**

- La mise en place d'une initiative de veille à l'échelle régionale africaine pour l'alerte précoce en relation étroite avec les organes nationaux en charge du DDR, la CEDEAO, les Bureaux de l'ONU et les acteurs.
- La mise en place à l'échelle de la CEDEAO d'une structure de veille et d'alerte ou d'un observatoire des accords conclus entre les parties belligérantes dans les différents pays dont les conflits sont en voie de résolution pour prévenir les manquements susceptibles de relancer la violence armée ;
- Une telle structure pourrait être une composante du dispositif destiné à juguler la transhumance des combattants démobilisés par l'élaboration d'un répertoire à cet effet.

### **3.2.5 Au niveau opérationnel**

L'implication des personnes non combattantes ainsi que des communautés affectées dans des activités à forte intensité de main d'œuvre au niveau des programmes de reconstruction nationale post-conflit ; ceux-ci devraient être plus ouverts que les programmes DDR et s'inscrire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

### **3.2.6 En matière de financement**

- La disponibilité de la totalité des financements nécessaires au bon déroulement de l'ensemble des phases des programmes de DDR, pour éviter toute rupture entre les étapes pouvant porter préjudice à l'intégralité du processus de sortie de crise.

- Le déroulement du DDR ne doit souffrir ni du manque de moyens, ni de lenteur une fois qu'il est déclenché. Dès lors, l'Etat concerné et la communauté des bailleurs doivent contribuer à lever les obstacles sur ce plan pour consolider le processus de restauration de la paix. Le DDR doit être financé dans sa totalité pour prévenir la résurgence de perturbations pouvant affecter la stabilisation.
- Nécessité de contribuer à la création des conditions d'éligibilité au Peace Facility d'un mécanisme régional et intégré d'appui aux DDR, prenant en compte les dimensions locales nationales et régionales et impliquant dans sa mise en œuvre la CEDEAO.

### **3.2.7 En appui à l'approche régionale**

Le Groupe régional de travail sur le DDR et le post-conflit pourrait, dans son mandat et en appui à la CEDEAO :

- Initier et documenter des dossiers thématiques (ex : respect de la libre circulation des personnes et des biens ; lutte contre la circulation des armes légères ; modalités pratiques de financement des PNDDR ; rôle et place de la société civile ; etc...) pour faciliter la prise de décisions politiques et la mise en place des stratégies nationales dans la conduite des programmes de DDR qui soient articulées à l'approche régionale.
- Susciter et animer des espaces de concertation, de dialogue et d'interactivité entre programmes DDR, l'action spécifique des Etats, celle de la société civile et de la CEDEAO.
- Impliquer les pays, institutions et agences de financement et de coopération intervenant dans le post-conflit.

### **3.2.8 Réaliser une synergie des acteurs et des pays environnants**

- Dans ce cadre, associer les parlementaires, les organisations de la société civile et les médias aux activités visant la réconciliation.
- Mettre à contribution dans cette perspective les stratégies et mécanismes endogènes de réconciliation et de réinsertion.

## **3.3 Recommandations de la Coordination des Jeunes**

---

La Coordination des Jeunes pour la paix, la sécurité et la bonne gouvernance dans l'espace CEDEAO issus du Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile en Afrique de l'Ouest :

- Invite la CEDEAO à :

- S'impliquer davantage dans l'harmonisation, la mise en œuvre et le suivi des DDR au niveau régional ;
- Proposer un mécanisme de surveillance et de gestion de la porosité des frontières et une stratégie d'identification et de marquage des armes légères dans le sens d'éliminer sinon de réduire la circulation des armes légères dans l'espace CEDEAO.
- Proposer des modalités de sanctions contraignantes aux pays de la CEDEAO dont les gouvernements compromettent le climat de stabilité, aux pays extérieurs déstabilisateurs et aux individus (bandits, mercenaires, rebelles armés...) qui animent les foyers de tension.

- Recommande aux Etats :

- De faire preuve de solidarité, de franchise, de communication et d'interaction dynamique dans la gestion des questions transfrontalières et la circulation des armes légères, la drogue et le blanchissement d'argent ;
- D'œuvrer pour l'articulation harmonieuse et concrète des DDR et les politiques de développement des gouvernements dans la perspective de prévenir et de lever toute forme de blocage possible dans le déroulement des programmes DDR ;
- De faire une offre de formation généreuse et diversifiée à l'endroit des jeunes enrôlés dans la sensibilisation auprès de leurs pairs et des communautés ;

- Invite les jeunes enrôlés :

- A prendre conscience de leur avenir et à développer leur estime de soi ;
- A contribuer à l'esprit citoyen en se positionnant comme des acteurs imbus des valeurs de paix, de démocratie et de bonne gouvernance, des Citoyens Autonomes et Solidaires, Responsables et Engagés. (C.A.S.E.R.) ;

- Demande à la communauté internationale :

- De contribuer activement à la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en place des DDR en s'assurant de la pertinence de leur conception et de la garantie de leur réussite ;

- Encourage le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour ses efforts intégrés et généreux, son approche participative dans la paix, la gestion des conflits et la bonne gouvernance en l'Afrique de l'Ouest.

### 3.4 Autres recommandations présentées par pays <sup>4</sup>

---

#### Côte d'Ivoire

- Vulgariser et appliquer dans tous les pays, les résolutions, conventions et pactes relatifs à la sécurité des personnes et des biens, d'une part et la prévention et la gestion des conflits, d'autre part.
- Créer et animer des structures nationales de supervision et d'observation représentatives de la société civile et politique.
- Impliquer les pays limitrophes dans le processus de règlement du conflit du pays concerné.
- Renforcer le système de suivi des mercenaires transnationaux aux frontières et par Interpol et lutter contre la prolifération des armes légères.
- Mettre l'accent sur la sensibilisation en vue d'une large diffusion du programme DDR à l'ensemble de la population et des acteurs cibles.
- Mettre en place un programme sous régional de lutte contre la circulation des armes.
- Mettre en place un comité sous régional multipartite de suivi de la mise en œuvre de ces recommandations.

#### Guinée

- Création d'une base de données sur les différents programmes DDR déjà réalisés ou en voie d'achèvement dans la sous-région ouest-africaine et d'ailleurs. Le site internet de la CEDEAO ou du CSAO pourrait abriter cette base de données.
- Mise en œuvre de programmes de recherche sur :
  - La problématique de l'acquisition et de la circulation des armes en Afrique de l'Ouest ;
  - L'histoire des conflits qui ont ensanglanté les pays de l'Afrique de l'Ouest ayant connu des guerres civiles.

#### Guinée-Bissau

- Dans le cadre des DDR, la réinsertion des ex-combattants doit être conçue comme une phase d'assistance financière, technique et institutionnelle destinée à faciliter l'incorporation de l'ex-combattant vulnérable dans la communauté de son choix, dans les mêmes conditions et opportunités que les autres membres de sa communauté, évitant ainsi de créer des privilèges pour ce groupe et que ce processus ne soit perçu, par les autres membres de sa communauté, comme une récompense à ceux qui ont participé au conflit. Durant cette phase, l'ex-combattant devra s'assurer de sa progressive auto-suffisance économique ou diminuer sa situation de vulnérabilité sociale.

---

<sup>4</sup> Tous les participants des divers pays représentés ont contribué à l'élaboration des recommandations. Seules celles qui n'ont pas figuré dans les rubriques spécifiques précédentes sont listées avec une précision du pays de provenance des auteurs de la proposition. En aucun cas, les recommandations en question n'ont un caractère officiel au nom du pays mentionné.



- Les DDR doivent s'inscrire dans une stratégie plus large de reconstruction post-conflit du gouvernement, qui vise à la création des conditions de sécurité, de paix, d'un environnement politique et social favorable pour relancer les activités économiques et réconciliation nationale, sans lesquelles la démocratie et le développement ne pourraient pas reprendre leur cours normaux.
- Mise en place des initiatives transnationales de recherche d'une sortie durable de conflit dans la sous-région ouest-africaine.
- Travail de sensibilisation de classe politique de nos pays sur son rôle/responsabilité pour la stabilité politique et son importance pour la stabilité globale, la paix durable et le développement de chaque pays pris en compte individuellement et de la sous-région ouest-africaine dans son ensemble.

### **Liberia**

- Le mercenariat est un phénomène perturbateur qui continue de priver notre sous-région et notre continent de ressources matérielles et humaines rares : le conflit civil en Sierra Leone, la guerre civile au Liberia et la situation en Côte d'Ivoire en sont autant d'exemples manifestes. C'est notre prise de conscience qui nous a permis de conjuguer nos efforts dans le but de marquer un tournant décisif dans l'histoire du programme de DDRR. Nous sommes parvenus à rapatrier 435 ex-combattants ou détenus libériens qui se sont enfuis en Sierra Leone lorsque notre conflit civil battait son plein. Cet événement a abouti à la signature d'un communiqué commun et d'un protocole d'accord entre la République de Sierra Leone et le Liberia portant sur la mise en place d'un régime durable susceptible de réduire l'incidence du mercenariat transfrontalier.
- Nous recommandons que la CEDEAO étende cette initiative à tous les États membres, en instaurant un cadre sous-régional à même de s'atteler à la question du mercenariat.
- Tout en prenant conscience du fait que les conflits civils sont stimulés par la pauvreté, les pays en situation de post-conflit doivent accorder la priorité à la mise en œuvre de programmes de stratégie de réduction de la pauvreté afin de répondre aux besoins socio-économiques de leurs populations respectives affectées par la guerre. De telles initiatives devraient être entièrement soutenues par la CEDEAO, l'UE et le reste de la communauté internationale.
- La CEDEAO devrait créer une base de données pour permettre aux professionnels des programmes de DDRR œuvrant dans toute la sous-région de former des réseaux et de soutenir les autres États membres. Cette initiative devrait principalement être axée sur la prévention des conflits plutôt que sur la résolution de ceux-ci.

### **Mali**

- La mise en œuvre de vastes programmes d'éducation à la culture de la paix et aux droits humains pour agir sur les consciences et détourner définitivement les esprits de toute velléité de violence, renforcer l'Etat de droit, le respect des droits humains, la démocratie, la bonne gouvernance ainsi que le développement économique et social.

- La consolidation de l'intégration régionale par des investissements communautaires massifs dans de grands chantiers de construction régionale à haute intensité de main d'œuvre (barrages, chenaux navigables, infrastructures routières, aménagements agropastoraux, exploitations minières, halieutiques, artisanales, touristiques, etc. ).

### **Nigeria**

- Mise en place d'un cadre régional de DDR conçu à l'image du programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion (MDRP - Multi-country Demobilisation and Reintegration Programme) en vigueur dans la région des Grands Lacs.
- Dans le cadre des efforts de consolidation de la paix, création dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest de commissions nationales consacrées aux programmes de DDR.

### **Sénégal**

- Le DDR en Casamance est en élaboration. Dans sa phase actuelle, il a besoin d'une stabilisation de la paix.
- La signature diligente d'accords de paix durables entre l'Etat du Sénégal et le MFDC, est un préalable indispensable au parachèvement et à l'exécution effective du DDR.
- La réalité des dynamiques transfrontalières et la multiplication des risques récurrents de déstabilisation de la sous-région de Ségambie méridionale incitent à une implication des Etats voisins de la Casamance (Guinée Bissau et Gambie notamment) dans la recherche d'une paix stable à l'initiative de l'Etat du Sénégal et dans le respect de sa souveraineté. Cette approche sous-régionale de la résolution des crises doit et peut se faire en total respect des options de médiation et de diplomatie du pays concerné.

### **Sierra Leone**

- Mise en place d'un dispositif puissant destiné au repérage des armes et de leurs lieux de fabrication aussi bien que des groupes armés eux-mêmes
- Afin de renforcer le rôle de la CEDEAO et de l'Union africaine, les participants à la réunion recommandent fortement que les États membres respectent entièrement les décisions prises par ces institutions au niveau de l'UA et portant sur la mise en œuvre de programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) dans leurs pays respectifs.

### 3.5 Cérémonie de Clôture

---

A l'issue des trois jours de travaux et de l'adoption des synthèses et recommandations ; une cérémonie de clôture a été présidée par Madame la Professeure Jacqueline OBLE, Conseillère spéciale du Premier Ministre, chargée du Programme de sortie de crise en Côte d'Ivoire.

Elle a adressé aux organisateurs de la rencontre et aux participants les remerciements du Premier Ministre pour la tenue de cet atelier en Côte d'Ivoire. Elle a réitéré la volonté et le souhait du Premier Ministre de prolonger les relations de coopération pour le développement avec l'OCDE au delà même des questions relatives à la gestion de la crise. « Il faut, a-t-elle souligné, que l'on arrête les conflits et que l'on donne un avenir à notre jeunesse. Je pense que ce Groupe régional de travail est un outil important ; nous pouvons faire confiance au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, à l'OCDE et aux organisations de la société civile. »

Après avoir rappelé l'engagement du gouvernement ivoirien dans une phase décisive de matérialisation de la politique de sortie de crise, Mme OBLE a déclaré clos au nom du Premier Ministre Charles Konan BANNY, l'atelier d'Abidjan de mise en place du Groupe régional de travail sur le DDR et le post-conflit.



---

## ANNEXES

---

- Motions de remerciements
- Déroulement des sessions
- Liste des participants



## Motions de remerciements

---

### Remerciements des autorités ivoiriennes

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO et l'ensemble des participants à l'atelier sur la mise en place d'un «Groupe régional de travail sur les Programmes de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) et la gestion post conflit en Afrique de l'Ouest», adressent au peuple et au gouvernement de la Côte d'Ivoire, l'expression de leur profonde gratitude pour :

- L'accueil chaleureux qui leur a été réservé ;
- L'hospitalité fraternelle dont ils ont joui et ;
- Les soins attentionnés dont ils ont bénéficié pendant leur séjour en terre africaine de Côte d'Ivoire.

Les participants à l'atelier ont particulièrement apprécié l'audience qui leur a été accordée par le Premier Ministre Monsieur Charles Konan BANNY, audience qui dénote l'intérêt que les plus hautes autorités accordent à la thématique traitée par cet atelier.

Fait à Abidjan, le 1<sup>er</sup> juin 2006

Les participants à l'atelier régional

### Remerciements à la société civile

A l'issue de l'atelier sur « La mise en place d'un groupe régional de travail sur les Programmes de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) et la gestion post-conflit en Afrique de l'Ouest»,

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO ainsi que l'ensemble des participants adressent leurs sincères remerciements à :

- L'OFEP (Organisation des Femmes d'Eburnie pour la Paix), à sa présidente Mme Salimata Porquet, ainsi qu'à toutes les organisations de la société civile ivoirienne dans leur diversité, pour leur mobilisation et leur participation aux travaux, le précieux appui logistique et la qualité de l'accueil.

Fait à Abidjan, le 1<sup>er</sup> juin 2006

Les participants à l'atelier régional

## Ordre du Jour- Déroulement des sessions

---

### Mardi 30 mai

---

Cérémonie d'ouverture des travaux placée sous la présidence de Monsieur Charles Konan BANNY, Premier Ministre représenté, par M. Joseph Dja BLE, Ministre de l'intérieur.

08h00 – 10h00	<b>Accueil des participants</b>
10h00 – 10h10	Mots de bienvenue de Mme Salimata Porquet, Présidente de l'OFEP
10h10 – 10h20	Présentation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest par M. Massaër Diallo, Chef de l'Unité Gouvernance, Dynamiques des conflits, Paix et sécurité au CSAO
10h20 – 10h30	Intervention de Colonel Yoro Koné, représentant de la CEDEAO
10h30 – 10h40	Intervention de M. Abou Moussa, Représentant adjoint du Secrétaire général de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUCI)
10h40 – 10h50	Ouverture par M. Le Ministre de l'intérieur, Mr Joseph Dja Blé, représentant de le Premier Ministre, M. Charles KONAN BANNY

#### **Suspension de séance après le discours d'ouverture**

10h45 – 11h00	<i>Pause café</i>
11h15 – 14h00	<b>INTRODUCTION</b>
11h15 – 11h30	Présentation de l'atelier et des résultats attendus par M. Massaër Diallo, Chef de l'Unité Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et sécurité au CSAO : « Nécessité et enjeux d'une approche régionale du DDR Afrique de l'Ouest »
11h30 – 11h50	Communication du Général OUASSANAN, président du PNDDR en Côte d'Ivoire : « L'approche régionale du DDR : la vision ivoirienne »
11h50-13h00	<b>Questions/réponses entre les participants et les intervenants</b>



<b>13h00 – 14h00</b>	<b><u>PREMIÈRE SESSION :</u></b> <b>ETAT DES LIEUX DES PROGRAMMES DE DDR EN AFRIQUE DE L'OUEST :</b>
	<b>PRÉSIDENT : Colonel Yoro KONE (CEDEAO)</b> <b>DISCUTANT : M. Jean Luc STALON (ONUCI)</b>
13h00 – 13h15	Contraintes et perspectives du DDR en Côte d'Ivoire : M. Brahim SANGARE
13h15 – 13h40	Etat des lieux au Libéria : M. Jarbo MOSES
13h40 – 14h00	Etat des lieux en Sierra-Leone : M. Osman GBLA
<b>14h00 – 15h00</b>	<i>Déjeuner</i>
<b>15h00 – 18h00</b>	<b>ETAT DES LIEUX DES PROGRAMMES DE DDR EN AFRIQUE DE L'OUEST :</b> <b>(SUITE)</b>
	<b>PRÉSIDENT : Général OUSSANAN (PNDDR)</b> <b>DISCUTANT : Dr. Istifanus ZABADI (WANSED)</b>
15h00 – 15h20	Etat des lieux en Casamance, SENEGAL : Mme Fatou CISSE (RADDHO)
15h20 – 16h40	<b>Discussions</b>
16h40 – 17h00	Etat des lieux en Guinée-Bissau : M. Pedro CORREIA
17h00 – 17h30	Etat des lieux au Mali : M. Zeini MOULAYE
17h30 – 17h55	Aperçu sur le cas du Niger : Mme Ben WAHAB
<b>18h00 – 19h00</b>	<b>Discussion des communications</b>

∞ Fin des travaux de la journée ∞

## Mercredi 31 mai

### DEUXIÈME SESSION :

**PROBLÈMES RENCONTRÉS DANS LES EXPÉRIENCES NATIONALES ET LEÇONS APPRISSES**

**PRÉSIDENT : Dr. Sedat JOB, Représentant spécial Union Africaine à Haïti**

**DISCUTANTE : Mme Saran Daraba KABA**

**09h00 – 13h00**      **DDR achevés**

09h00 – 09h20      *Niger, Mme Ben WAHAB*

09h20 – 09h40      *Mali, M. Zeini MOULAYE*

09h40 – 10h00      *Guinée Bissau, M. Pedro CORREIA*

10h00 – 10h20      *Sierra Leone, M. Osman GBLA*

**10h40 – 11h00**      **DDR en parachèvement**

*Cas du Libéria, M. Jarbo MOSES*

**11h00 – 11h30**      **DDR en Guinée, Mme Susan Daraba KABA**

*11h00 – 11h30*      *Pause café*

**11h30 – 13h 00**      **Discussions**

**13h00 – 13h30**      **Présentation des participants**

*13h00 – 14h30*      *Déjeuner*

**14h30 – 16h30**      **DDR et Dynamique de sortie de crise en Afrique de l'Ouest en démarrage**

**PRÉSIDENTE : MME Salimata PORQUET**

**DISCUTANT : M. Mamadu JAO**

14h30 – 14h50      *Dynamique de sortie de crise en Afrique de l'Ouest : place et perspectives du programme ivoirien de sortie de crise, Mme J. OBLE*

14h50 – 15h25      *La Casamance (SENEGAL) et les perspectives de démarrage*  
*M. Nouha CISSE et Mme Fatou CISSE*

**15h25 – 17h30**      **Discussions**

∞ Fin des travaux de la journée ∞

## Jeudi 1er juin

---

09h20 – 11h30

**TROISIÈME SESSION :**  
**HARMONISATION ET APPROCHE RÉGIONALE**

**PRÉSIDENT : M. Massaer DIALLO (CSAO)**  
**MODÉRATEUR : M. ANTOINE SAWADOGO**

09h30 – 10h00

La CEDEAO dans l'approche régionale du DDR, Colonel KONE

10h00 – 10h30

L'UNOWA et l'approche régionale du DDR en Afrique de l'Ouest, Dr. Istifanus ZABADI

10h30 – 11h00

Point de vue de l'ONUCI sur l'approche régionale, M. Jean-Luc STALON

11h00 – 11h30

*Pause café*

11h00 – 12h40

**Discussions**

12h40 – 14h30

*Déjeuner*

14h30 – 15h30

**Suspension de séance et rencontre des participants avec le Premier Ministre Charles KONAN BANNY**

15h30 – 18h00

**QUATRIÈME SESSION :**  
**DÉFIS ET SYNERGIES DANS L'APPROCHE RÉGIONALE**

15h30 – 16h00

**Panel 1 : Problèmes liés à la circulation des armes et des combattants**

**MODÉRATEUR : Représentant Union Africaine à Abidjan.**  
**DISCUTANT : M. Moses JARBO**

15h30 – 16h30

**Circulation des armes légères :**

- Communication de l'Unité Armes légères (CEDEAO), Colonel Yoro Koné
- Communication de M. Jean-Luc Stalon (ONUCI)

**Circulation des personnes et des combattants en rapport avec la transnationalité des groupes socioculturels.**

- L'exemple de la région du fleuve Mano, Mme Susan Daraba KABA

**Diffusion régionale des conflits et compétence régionale de la CEDEAO en matière de sécurité :** Représentant du Département Défense et Sécurité de la CEDEAO, Colonel Adama MBAYE

16h30 – 17h15 **Panel 2: Quelles perspectives de synergies et d’actions pour le développement de l’approche régionale pour une sortie de crise durable ?**

**Elaboration et Discussions des recommandations.**

**PRÉSIDENTE : Mme Jacqueline OBLE**

**MODÉRATEUR : M. Massaër DIALLO**

**DISCUTANT : M. Ousmane GBLA**

**Questions clefs du panel à débattre :**

- Problème de l’impact du sevrage financier des programmes de DDR achevés sur la stabilisation durable des réinsérés et la gestion post-conflit.
- Comment articuler le régional avec le national et le local ?
- Quels sont les rôles et responsabilités des différents acteurs ?
- Par quelles actions construire cette synergie ?

17h15 – 18h10 **SESSION DE CLOTURE DE LA RENCONTRE**

**Lecture et approbation des recommandations**

**Lecture des motions**

**Discours de clôture de Mme Jacqueline OBLE, Conseillère spéciale du Premier Ministre, Chargée du Programme de sortie de crise**

18h10 Cocktail de clôture

∞ FIN ∞

# Liste des participants

---

## I. PAYS REPRESENTES

### BURKINA FASO

M. Antoine SAWADOGO  
ACE – RECIT  
10 BP 13373 Ouagadougou 10

Tél : +226 50 36 90 47 / 50 39 12 92  
Pot. +226 70 20 05 90  
Fax : + 226 50 36 09 29  
E-mail : [ace.recit@fasonet.bf](mailto:ace.recit@fasonet.bf) ; [raogoantoine@yahoo.fr](mailto:raogoantoine@yahoo.fr)

### CÔTE D'IVOIRE

#### GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

M. Charles KONNAN BANNY  
Premier ministre, Chef du Gouvernement, Ministre de  
l'Economie et des Finances, Ministre de la Communication

Primature  
Boulevard Angoulvant - 01 BP 1533 Abidjan 01  
Tél: 21 11 00 / 22 42 59  
Fax: (225) 21 70 41 / 20 22 18 33

M. Amadou KONE  
Ministre chargé des victimes de guerre

M. Danon DJEDJE  
Ministre de la réconciliation

M. Guillaume Kigbafori SORO  
Ministre d'Etat, Ministre chargé du programme de la  
Reconstruction et de la Réinsertion

Tél : +225 31 63 10 25  
Fax : + 225 31 63 22 84  
E-mail : [guillaumesoro@yahoo.fr](mailto:guillaumesoro@yahoo.fr)

Commissaire ADJOUSSOU  
Programme de lutte contre la prolifération des armes  
légères

Colonel Aimé KATTIE  
CNDDR  
Abidjan

Tél : (225) 05 98 38 61  
Email : [akattie@cnddr-ci.org](mailto:akattie@cnddr-ci.org)  
Email : [bkn19652000@yahoo.fr](mailto:bkn19652000@yahoo.fr)

Mme Jacqueline OBLE  
Conseillère, chargée du programme de sortie de crise  
Cabinet du Premier Ministre

Tél : + 225 07 75 29 65  
Fax : + 225 20 22 18 33  
E-mail : [oblejacqueline@hotmail.com](mailto:oblejacqueline@hotmail.com)

Françoise OFFOUMOU KAUDJHIS  
Avocate à la Cour  
Vice-présidente  
OFEP – (Organisation des Femmes d’Eburnie pour la Paix) – FIFEM  
Immeuble « La Pyramide » Plateau  
08 BP 1078 – Abidjan  
Association Internationale Pour la Démocratie  
En Afrique (AID-AFRIQUE)

Tél. : + 225 20 33 52 85 / 20 22 48 57 / 07 07 59 83  
Fax : + 225 20 33 52 14  
E-mail : [fefeedes@yahoo.com](mailto:fefeedes@yahoo.com) / [Fifem\\_ci@yahoo.fr](mailto:Fifem_ci@yahoo.fr)  
E-mail : [kaudjhisoffoumou@yahoo.fr](mailto:kaudjhisoffoumou@yahoo.fr)

Mme Salimata PORQUET  
Présidente  
OFEP – (Organisation des Femmes d’Eburnie pour la Paix)  
– FIFEM  
Immeuble « La Pyramide » Plateau  
08 BP 1078 – Abidjan

Tél : + 225 07 89 71 95 / 20 33 52 85  
Fax : + 225 20 33 52 14  
E-mail : [fefeedes@yahoo.com](mailto:fefeedes@yahoo.com) / [Fifem\\_ci@yahoo.fr](mailto:Fifem_ci@yahoo.fr)

Mr Brahim SANGARE  
Secrétaire Général du PNDDR  
Abidjan

Tél : + 225 07 01 69 98  
[bsangare@cnddr-ci.org](mailto:bsangare@cnddr-ci.org)

Général Gaston OUASSENAN KONE  
Président PNDDR

Tél : + 225 22 52 73 50 /51  
Fax : + 225 22 52 73 56  
E-mail : [ntessia@cnddr-ci.org](mailto:ntessia@cnddr-ci.org)

Madame La Ministre Henriette DIABATE DAGRI  
Secrétaire Générale du RDR

Monsieur Bernard EHUI  
Parti Démocratique de Cote d’Ivoire (PDCI/RDA)

Monsieur Pascal Affi NGUESSAN  
Secrétaire Général du FPI  
22 BP 302  
22 Abidjan, Côte d’Ivoire

Tel : +225 224 723 90 Fax : +225 224 713 02  
Email : [affi@pascalaffi.org](mailto:affi@pascalaffi.org)

Docteur Fatoumata TRAORE  
Forces Nouvelles

Email: [traore\\_f@yahoo.fr](mailto:traore_f@yahoo.fr)

#### GAMBIA

D. M. L. Sedat JOBE  
Ancien Ministre des Affaires étrangères  
5 East 2<sup>nd</sup> Street  
Bakau New Town  
Banjul

Tél : (220) 449 48 17  
Mobile : (220) 996 00 50  
E-mail : [Sedat@minister.com](mailto:Sedat@minister.com)

#### GUINÉE

Mme Saran Daraba KABA  
Présidente  
Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix  
BP 1359 - Conakry

Tél : + 224 11 29 14 25  
Fax : + 224 41 27 78  
E-mail : [sdaraba@yahoo.com](mailto:sdaraba@yahoo.com)

M. Abdoul GADIRY  
Organisation guinéenne de Défense des Droits de  
l'Homme et du Citoyen (OGDH)  
BP 4968 Conakry

Tél : +224 60 34 17 71  
Tél : +224 64 21 11 24 (mobile)  
E-mail : [ogdh2004@yahoo.fr](mailto:ogdh2004@yahoo.fr) ; [abdoul3003@yahoo.fr](mailto:abdoul3003@yahoo.fr)

#### GUINÉE BISSAU

M. Pedro CORREIA  
Directeur du Programme Démobilisation de la Guinée-  
Bissau

E-mail : [ccabherlon@hotmail.com](mailto:ccabherlon@hotmail.com)

M. Mamadu JAO  
Instituto Nacional de Estudios e Pesquisa (INEP)  
Directeur Général  
CP 112 Bissau

Tél : (245) 25 18 67  
E-mail : [mamajao@hotmail.com](mailto:mamajao@hotmail.com)  
E-mail : [mamadu.jao@africamail.com](mailto:mamadu.jao@africamail.com)

#### LIBERIA

Dr. Moses C.T. JARBO  
National Executive director DDR  
Monrovia

Tél : (231) 65 86 138  
Email : [ncdrrliberia@yahoo.com](mailto:ncdrrliberia@yahoo.com)

#### MALI

M. Zeini MOULAYE  
WANSED

Tel : (223) 220 79 61 / 671 66 97  
Email : [zeinimoulaye@yahoo.fr](mailto:zeinimoulaye@yahoo.fr)

#### NIGER

Mme Aïchatou BEN WAHAB  
Conseillère spéciale du Président de l'Assemblée  
Nationale  
Coordinatrice Nationale de l'ONG CFNCG – Niger  
BP 25 Niamey

Tél. : + 227 73 57 28  
Mobile : + 227 96 93 03  
E-mail : [mahamane\\_djido@yahoo.fr](mailto:mahamane_djido@yahoo.fr)

#### NIGERIA

Dr. Istifanus ZABADI  
WANSED<sup>5</sup>/NATIONAL WAR COLLEGE  
Director  
Centre for Peace Reserach and Conflict Resolution  
National War College  
Abuja

E-mail : [iszabadi@yahoo.com](mailto:iszabadi@yahoo.com)  
Tél : + 234 9 234 76 06 / 0803 35 05 002

#### SÉNÉGAL

M. Nouha CISSE  
Lycée Djignabo  
Ziguinchor

Tél : (221) 991 16 27 / 991 20 84  
Tél : + 221 635 74 84  
E-mail : [nouxe@yahoo.fr](mailto:nouxe@yahoo.fr)

---

<sup>5</sup> WANSED: West African Network for Security and Democratic Governance

Mme Fatou CISSE  
Rencontre Africaine pour les Droits de l'Homme  
RADDHO)  
BP 919 - Ziguinchor  
Tél : + 221 991 43 97  
E-mail : [fat.cisse@laposte.net](mailto:fat.cisse@laposte.net)

Mme Juliette Khady SOW  
WANSED/ IEPS  
Institut d'Etudes Politiques Stratégiques (IEPS)  
Dakar  
Tél : (221) 842 00 69 / 632 62 22 / 9 13 92  
Fax : (221) 842 00 69  
E-mail : [jksow2002@yahoo.fr](mailto:jksow2002@yahoo.fr)

#### SIERRA LEONE

M. Osman GBLA  
Executive Director  
Centre for Development and Security Analysis (CEDSA)  
Freetown  
Sierra Leone  
Tél: (232) 76 600 800  
E-mail: [osmangbla@yahoo.com](mailto:osmangbla@yahoo.com)

#### II. ORGANISATION REGIONALE : CEDEAO

Colonel Yoro KONE  
60 Yakubu Gowon Crescent  
Asoko District  
PMB 401 A Abuja  
Tél : (234) 9 314 76 47  
Tél : (234) 9 314 30 05  
Email : [misterkoyo@yahoo.fr](mailto:misterkoyo@yahoo.fr)

**Colonel Adama MBAYE**  
60 Yakubu Gowon Crescent  
Asoko District  
PMB 401 A - Abuja  
Tél : (234) 9 314 76 47  
Tél : (234) 9 314 30 05  
Email: [asbaye2000@yahoo.com](mailto:asbaye2000@yahoo.com)

#### III. ORGANISATIONS INTERNATIONALES

##### ONU CI

M. Pierre SCHORI  
Special Representative of the Secretary-General and Chief  
of Mission  
M. Hamadoun Touré, Porte-parole  
Margherita Amodeo, Directrice de l'Information  
Tél : + 225 06 20 33 41 / 06 20 33 41  
Fax : +225 06 20 33 31  
Tél. : +225-22483277 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-  
22483320  
Email : [hamadoun@un.org](mailto:hamadoun@un.org)  
Tél. : +225-22483305 ; Portable : +225-05990313  
Email : [amodeo@un.org](mailto:amodeo@un.org)

Monsieur Jean-Luc STALON  
Chief, Disarmament, Demobilisation and Reinsertion  
(DDR) Division  
United Nations Operation in Côte d'Ivoire  
Ext : 32 76  
Mobile : + 225 05 99 02 08  
E-mail : [stalonj@un.org](mailto:stalonj@un.org)

##### UNION AFRICAINE – BUREAU EN CÔTE D'IVOIRE

Monsieur Bassirou SENE  
Conseiller politique  
Bureau de l'Union Africaine  
BP 718 Abidjan 27  
Tél : + 225 22 52 75 60 / mob. + 225 07 07 76 14  
Fax : + 225 22 52 75 77  
E-mail : [bsene@hotmail.com](mailto:bsene@hotmail.com)



## **UNOWA - Sénégal**

Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest  
(UNOWA)  
5, avenue Carde, Immeuble Caisse de Sécurité sociale  
BP 23851 – Dakar

Tél : + 221 849 07 29  
Fax : + 221 842 50 95 / 842 76 24  
E-mail : [unowao@un.org](mailto:unowao@un.org)  
E-mail : [rhazaoui@un.org](mailto:rhazaoui@un.org)

## **PNUD – Côte d'Ivoire**

Abdoulaye Mar DIEYE  
Représentant Résident

Tél : +225 20 31 74 00  
Fax : +225 20 21 13 67 /20 21 74 04

Monsieur Claudio CALDERON  
Directeur du PNUD en Côte d'Ivoire  
Abidjan

## **IV. OCDE / CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Immeuble Le Seine Saint-Germain, Bâtiment A  
4, Boulevard des Îles  
92130 Issy-les-Moulineaux – France

Adresse postale : 2 rue André Pascal, 75016 Paris –France

Fax : (331) 45 24 90 31  
Site Internet : [www.oecd.org/sah](http://www.oecd.org/sah)

M. Massaër DIALLO  
Chef de l'Unité Gouvernance, Dynamiques des Conflits,  
Paix et Sécurité

Tel : (331) 45 24 96 28 / 637 97 45  
Email : [massaer.diallo@oecd.org](mailto:massaer.diallo@oecd.org)

Mme Jamila YAHI  
Coordinatrice de l'organisation

Tel : (331) 45 24 98 25  
E-mail : [jamila.yahi@oecd.org](mailto:jamila.yahi@oecd.org)

M. Frédéric OCRISSE AKA  
Stagiaire

Tél : (331) 45 24 19 82  
Email : [Sah-Consultant2@oecd.org](mailto:Sah-Consultant2@oecd.org)

**Participants à l'activité annexe, le vendredi 2 juin : Réunion de la Coordination des jeunes d'Afrique de l'Ouest, préparatoire du Forum intergénérationnel (Forum prévu à Ouagadougou fin juin 2006)**

M. Patrick BASSOLE  
Secrétaire à l'information  
Jeunesse Unie pour une Nouvelle Afrique (JUNA)  
01 BP 6622 Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel: +226 76 60 01 86  
Fax: +226 50 33 14 06  
Email : [bassolep@yahoo.fr](mailto:bassolep@yahoo.fr)

M. André BOGUI  
Président  
ONG Paix Assistance et Solidarité  
08 BP 1078 Abidjan 08  
Tel : (225) 07 12 01 37 / 20 33 52 14  
Port : (225) 08 54 73 03  
Fax : (225) 20 33 52 14  
Email : [fefeedes@aviso.ci](mailto:fefeedes@aviso.ci) ; [fefeedes@yahoo.com](mailto:fefeedes@yahoo.com)

M. Diakalia OUATTARA  
Secrétaire général adjoint  
Forum National sur la Dette et la Pauvreté  
Côte d'Ivoire  
Email: [diakamad@yahoo.fr](mailto:diakamad@yahoo.fr) / [fndp11@yahoo.fr](mailto:fndp11@yahoo.fr)  
Rel: +225 07 08 95 23 / 22 47 50 54

M. Kalleh FABAKARY  
Secretary General  
Youth Ambassadors of Peace  
P.O. Box 3213, Serrekunda The Gambia  
Tel: +220 99 22 592  
Email: [yapeace@hotmail.com](mailto:yapeace@hotmail.com) [kallehf@hotmail.com](mailto:kallehf@hotmail.com)

M. Safouné TOGO  
Secrétaire Général du comité AEEM de l'université de  
Bamako  
Association des Élèves et Etudiants du Mali  
Magnambougou - Bamako  
BPE3206 Bamako/Mali  
Tel : +223 696 47 15  
Fax : +223 223 55 63  
E-mail : [saftog500@yahoo.fr](mailto:saftog500@yahoo.fr)

M. Mody NDIAYE  
Commissaire National au Programme  
Mouvement des Eclaireurs et Eclaireuses du Sénégal  
(EEDS)  
BP 86 Inspection Départementale de l'Education de  
Diourbel  
Tel : +221 640 87 37  
Email : [modyndiaye@netcourrier.com](mailto:modyndiaye@netcourrier.com) ;  
[ckomsadaal@yahoo.fr](mailto:ckomsadaal@yahoo.fr) ; [modyndiaye3@hotmail.com](mailto:modyndiaye3@hotmail.com)

Mlle Kirobo Kadja MBOGO  
Chargée de la promotion Féminine  
Centre d'Appui au Développement de la Jeunesse  
Tchadienne (CADEJET)  
BP 1740 N'Djaména  
Tel : (235) 623 39 46  
Email : [ckmbogo@hotmail.com](mailto:ckmbogo@hotmail.com)

Mme Prisca LEZOU  
Juriste  
WANSED/Côte d'Ivoire  
Email : [Lezou\\_p@yahoo.fr](mailto:Lezou_p@yahoo.fr)

Liste des autres participants venant de Côte d'Ivoire

	<u>Nom et Prénoms</u>	<u>ORGANISATIONS</u>
1	Pr. N'DRI-YOMAN Thérèse	Organisation des Femmes d'Eburnie Pour la Paix (OFEP)
2	Alexise GOGOUA	Organisation des Femmes d'Eburnie Pour la Paix (OFEP)
3	Namizata SANGARE	Organisation de la Femme Active de Côte d'Ivoire (OFACI)
4	TENIN TOURE	Groupe National de Travail Femmes (GTNF)
5	DIALLO GENEVIEVE	Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)
6	GOGOUA RACHEL	Organisation Nationale pour l'Enfant et la Femme (ONEF)
7	Edwige SANOGHO	Fédération des Femmes Entrepreneurs pour le Développement Economique et Social en Côte d'Ivoire (FEFEDES-CI)
8	Mariam DAO GABALA	Coalition des Femmes Leaders de Côte d'Ivoire (CFeLCI)
9	Christiane BITTY-KOUYATE	WILDAF
10	Aissata KONE	Déplacé et Victime de Guerre
11	Raymonde GOUDO COFFIE	Coalition des Femmes Leaders de Côte d'Ivoire (CFeLCI)
12	NAVIGUE Célestine	Haut Commissariat des Réfugiés (HCR) Femnet
13	YOLI BI Margueritte	West Africa Network for Peacebuilding CI (WANEP-WIPNET)
14	Patrick N'GOUAN	Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO)
15	Gervais BOGA SAKO	Actions pour la Protection des Droits de l'Homme (APDH)
16	Amourlaye TOURE	Mouvement Ivoirien des Droits de l'Homme (MIDH)

	<u>Nom et Prénoms</u>	<u>ORGANISATIONS</u>
17	Assana SANGARE	Initiative et Changement en Côte d'Ivoire (ICCI)
18	Marie-France GOFFRI KOUAME KRA	Femme Africa Solidarité (Genève)
19	Maffini DIOMANDE	Déplacé et Victime de Guerre
20	Madeleine BLEY	Espace Humanitaire d'Assistance aux Personnes Âgée du 3 <sup>ème</sup> Age (EHCI)
21	Monsieur KOEPE	Banque Régionale de Solidarité (BRS) Travaille dans le cadre de la Réinsertion
22	Madeleine YAO	Collectif des Femmes Croyantes pour La Paix et l'Unité en Côte d'Ivoire (COFEC-CI)
23	Serge KOFFI	Fédération Estudiantine de Côte d'Ivoire (FESCI)
24	André BOGUI	Paix Assistance et Solidarité (PAS)
25	Allassane CISSE	Journaliste (ADCI)
26	Dr. Lancina DIOMANDE	ID-PAN Pharmacien
27	Innocent YOBAUD	N.G.A.
28	Deux éléments	Centre de Commandement Inter Armée Tactique
29	KOUMOIN François	Association Ivoirienne pour le développement du droit AIDD
30	Participation des Forces de Défenses et de Sécurité (2 représentants) et des Forces Nouvelles (2 représentants)	